DISCOURS DE L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS MARCIA BERNICAT

LORS DE L'OUVERTURE DE LA CONFERENCE INTITULEE

"**L'AFRIQUE : LA NOUVELLE FRONTIERE DES CAPITAUX ET DES INVESTISSEMENTS**"

HOTEL MERIDIEN

9 février 2009

Monsieur le Président de la République,

Madame le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique, de l'Emploi, du Travail et des Organisations Professionnelles,

Madame le Ministre-Conseiller, Directeur Général de l'Agence nationale chargée de la promotion des investissements et des grands travaux (APIX),

Monsieur le Directeur Général de BlackRock Investments,

Madame la Directrice de Loop Capital Markets,

Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous dire combien je suis ravie et honorée d'être invitée à participer à l'ouverture de cette importante conférence. Je voudrais adresser toutes mes félicitations à Madame Sims Wilson, Directrice de Loop Capital Markets, à Monsieur Magatte Diop et à Peacock Investments, ainsi qu'au gouvernement du Sénégal, pour la réussite de cette conférence.

Permettez-moi d'adresser mes propres mots de bienvenue aux participants – qui, semble-t-il, sont beaucoup plus nombreux que ce qui était prévu initialement, en raison de l'enthousiasme que soulève ce domaine – et de remercier tout particulièrement les gestionnaires de fonds et les responsables qui sont venus des Etats-Unis pour se familiariser directement avec les opportunités d'investissement et de financement en Afrique de l'Ouest. En particulier, je suis reconnaissante au Docteur Moret et à Monsieur Haslip d'être présents parmi nous, en tant que représentants de deux des plus importants fonds de pension publics américains.

Cette conférence constitue une occasion de donner et de recevoir des enseignements. Vous rentrerez chez vous avec une multitude d'idées fortes et novatrices sur d'éventuels engagements pour l'avenir.

Devant l'impact de la crise mondiale qui frappe les banques, les sociétés financières et même les budgets des gouvernements, il serait facile de dire que la motivation des participants présents ici aujourd'hui est simplement de

rechercher de nouvelles nasses financières potentielles. Ce type d'attention portée aux fonds africains et au potentiel d'investissement en Afrique aurait toutefois dû se produire depuis longtemps.

Tandis que les produits d'investissement des capitales financières du monde se sont avérés être étonnamment risqués, les systèmes financiers sont restés sains dans les pays de la Communauté financière d'Afrique, ou **de la zone franc**, en raison de leurs pratiques plus traditionnelles.

Comme le président Wade l'a fait remarquer avec tant de perspicacité il y a quelques mois, tandis que des montages complexes sur des valeurs financières ont ébranlé l'univers mondial de la finance, le continent africain offre un grand nombre de perspectives solides comme le roc en matière d'investissements directs et de portefeuille.

Monsieur le Président, je sais que vos efforts ont porté tout particulièrement sur les investissements répondant aux besoins du Sénégal en infrastructures. Aussi, nos deux gouvernements travaillent-ils dur à la conclusion d'un accord "Compact" dans le cadre de la Millenium Challenge Corporation (MCC), en ciblant notamment de grands projets d'amélioration des systèmes routiers et hydrauliques, lesquels permettront à leur tour de stimuler la production agricole du Sénégal.

Il est impératif de trouver également des idées créatrices pour le financement des investissements de production de biens et de services. En produisant davantage de biens et de services à valeur ajoutée pour le marché mondial, les économies africaines augmenteront les revenus, créeront des emplois et offriront des perspectives à la prochaine génération.

Cela nécessitera des capitaux privés- en quantité importante - qui sont attirés par un climat ouvert, équitable et concurrentiel des investissements.

Je suis tout à fait d'accord avec le président Wade : lorsque la confiance sera revenue et que les investisseurs chercheront où investir leurs dollars (ou leurs euros), les marchés africains devraient aussi faire partie de ceux qu'ils exploreront. Mais cela ne se produira que si ces marchés offrent le meilleur rendement, dans un environnement aussi sûr que possible.

Au cours des deux prochains jours, vous apprendrez que beaucoup de pays ouest-africains ont réalisé d'énormes progrès au niveau de l'amélioration de leurs cadres d'investissement et qu'ils attirent déjà de nouveaux capitaux et de nouvelles compétences non négligeables.

Le Sénégal - en fait toute l'Afrique de l'Ouest - a vraiment besoin de diversifier ses activités économiques. Lorsque les pays de la région se libèreront de leur dépendance par rapport aux denrées de base, à l'aide étrangère et aux envois de fonds, ils devront se tourner vers les nouveaux investissements pour élever le niveau de vie.

Beaucoup d'entre vous ont entendu parler des avancées du Sénégal en matière d'amélioration du climat des investissements dans le pays, pour ceux qui veulent "Faire des affaires" ici et il ne fait pas de doute que vous en apprendrez bien davantage au cours des prochains jours.

Etant donné mon rôle, laissez-moi souligner un certain nombre de points concernant le Sénégal, dont beaucoup s'appliquent également à d'autres pays de la région. Je suis très impressionnée par les efforts importants déployés ici pour rendre obligatoire l'utilisation d'appels d'offres ouverts et concurrentiels pour les activités sur fonds publics. La mise en œuvre constante de ces efforts renforcera les perspectives offertes à un éventail plus large d'entreprises privées. Des procédures saines au niveau des marchés publics permettront à la fois de stimuler la compétitivité du secteur privé et de réaliser des économies significatives sur le budget limité du gouvernement.

Il s'agit là d'un point qui est loin d'être négligeable, car les fonds du secteur public jouent un rôle beaucoup plus important dans les pays en développement qu'ailleurs. Le Sénégal et tous les pays représentés ici reçoivent une aide financière et une aide au développement important des donateurs étrangers, notamment des Etats-Unis, des pays européens, du Japon et, de plus en plus, de la Chine et des pays arabes.

Afin de renforcer son engagement en tant que partenaire responsable vis-à-vis de ces donateurs, le Sénégal a signé un accord avec le FMI dans le cadre de l'Instrument de soutien à la politique économique (IPSE), qui exige de sérieuses réformes en matière de finances publiques.

Il faut remarquer, et c'est tout à son honneur, que le Sénégal a passé avec succès les deux premières revues du programme IPSE. Mais cela n'a pas été facile, en raison de chocs économiques internes et externes, et il reste davantage à faire.

Ainsi, la gestion efficace et responsable des finances publiques reste un élément important de ces revues. Tout aussi importants sont les facteurs sous-jacents qui donnent une base solide aux efforts de tout pays africain cherchant à attirer des capitaux d'investissement : les investisseurs publics aussi bien que privés veulent de l'équité, de la prévisibilité et de la responsabilité en matière de contrôle des finances publiques et dans le domaine de l'application des lois.

Bien entendu, lorsque je m'adresse aux hommes et aux femmes d'affaires américaines, je me dois de noter les défis aussi bien que les opportunités. La confiance des investisseurs et des donateurs repose sur une application impartiale des lois. Le Sénégal et les autres pays africains devraient fournir aux investisseurs un environnement sûr, favorisé par les efforts de réformes dans les domaines suivants :

- Le secteur judiciaire à besoin d'être bien structuré, doté de personnel qualifié, pour lui permettre de traiter les litiges commerciaux de manière équitable et équilibrée ;

- Le droit du travail devrait protéger les travailleurs, tout en veillant également à ce que le coût de la main-d'œuvre soit compétitif, à ce que les droits des employeurs à licencier des employés pour incompétence ou mauvais services soient reconnus et à ce que les prescriptions d'ordre juridique et bureaucratique viennent, non pas ralentir, mais renforcer les progrès en matière de productivité ;

- Les pays devraient avoir un bureau de l'inspection générale indépendant du pouvoir exécutif et opérationnel, afin d'effectuer une surveillance des opérations du gouvernement ;

- Les organes de lutte contre la corruption devraient être indépendants du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif et avoir mandat pour mener des investigations et introduire des affaires devant la justice.

Je ne peux conclure sur ce thème sans demander au secteur privé de faire ce qu'il faut de son côté pour amener ces changements. Le monde des affaires, tout particulièrement les investisseurs et les partenaires étrangers, ont un rôle essentiel à jouer pour promouvoir la bonne gouvernance, la transparence, la responsabilité et d'autres mesures énergiques de lutte contre la corruption.

Que cela se fasse tranquillement par le biais des entreprises individuelles, ou publiquement par le biais des groupes d'entreprises ou des chambres de commerce, si le secteur privé ne plaide pas en faveur des réformes nécessaires, il n'encourage pas les changements qui sont nécessaires pour l'Afrique – et pour sa propre croissance.
[PAUSE]

A présent, permettez-moi de donner un tout autre tour à mon discours. Certains parmi vous ont peut-être appris que nous avons un nouveau président à la Maison Blanche.
[PAUSE]

Ce que le gouvernement des Etats-Unis espère obtenir à travers ses relations avec les pays africains n'a pas changé avec l'élection de Barack Obama et de Joe Biden : des démocraties plus fortes, la prospérité, des perspectives d'avenir, une bonne santé, une meilleure instruction, la paix et la sécurité. C'est-à-dire, les mêmes objectifs que ceux auxquels les populations aspirent en Afrique.

Lorsqu'il était en campagne, et donc candidat à l'élection présidentielle, Obama a clairement dit que son administration s'engagerait encore plus pour l'Afrique. Il a également noté que pour lui, la bonne gouvernance fait partie intégrante d'une stratégie réussie en matière de développement. Dans son livre "L'audace de l'espoir", le président Obama déclare :
"Depuis trop longtemps, les politiques d'aide internationale ignorent le rôle essentiel joué par l'Etat de droit et les principes de transparence dans le développement d'un pays. A une époque où les transactions financières internationales reposent sur des contrats fiables, exécutoires, on pourrait s'attendre à ce que l'expansion du commerce mondial ait donné lieu à de vastes réformes juridiques… On ne peut compter aider l'Afrique, si l'Afrique s'avère en fait peu disposée à s'aider elle-même."

Je poursuis la citation avec ce qui pourrait être le thème de cette conférence :
"Mais il y a des tendances positives en Afrique, souvent cachées par les nouvelles qui montrent le désespoir. La démocratie se répand. Dans de nombreux endroits, les économies connaissent la croissance. Nous devons bâtir sur ces lueurs d'espoir et aider les dirigeants et les citoyens engagés à travers toute l'Afrique à bâtir le meilleur avenir auquel, comme nous, ils aspirent désespérément."

L'administration Obama a embrassé l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) de réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015 et de doubler l'aide des Etats-Unis aux pays étrangers afin d'atteindre cet objectif.

Mais apporter de l'aide n'est pas une fin en soi. L'objectif des Etats-Unis est d'aider les pays à bâtir des communautés en bonne santé et instruites, à réduire la pauvreté et à développer les marchés afin de créer de la richesse pour leurs citoyens.

L'administration Obama a également indiqué les grandes lignes de plusieurs initiatives spécifiques qui aideront les pays africains à accroître la prospérité grâce au renforcement des échanges commerciaux :

L'Initiative pour l'Agriculture à valeur ajoutée va créer un fonds qui augmentera le financement initial et l'assistance technique aux petites et moyennes entreprises.

Le président Obama s'est engagé à lancer une **Initiative globale pour l'énergie et l'environnement**, afin de garantir que les pays africains ont accès aux technologies pauvres en carbone. Cette initiative aidera également les pays africains à participer avec profit au nouveau marché mondial du carbone, afin de garantir un développement économique solide, même en ces temps de réduction drastique de gaz à effet de serre au niveau mondial.

Enfin, le président Obama va renforcer la **Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA)**, pour permettre aux producteurs africains d'avoir accès au marché américain. Il encouragera un plus grand nombre de sociétés américaines, comme les vôtres, ainsi que des producteurs, à investir sur le continent.
[Pause]
Permettez-moi de clore ce discours en soulignant ce qui est évident : le gouvernement des Etats-Unis est et restera un ami et un partenaire des pays africains et nous aiderons le continent à atteindre ses besoins et ses objectifs de développement.

Mais le vrai changement viendra de l'influence positive d'un secteur privé en croissance et des demandes des hommes et des femmes d'affaires pour des marchés commerciaux ouverts et attractifs, sur lesquels ils peuvent faire de réels retours sur investissement compétitifs. Cela peut alors amener des bénéfices tangibles sous forme de renforcement des infrastructures, de transfert de connaissances, de croissance économique et par conséquent de revenus plus élevés, ce qui permettra aux Africains de se sortir de la pauvreté.

Je vous souhaite une bonne conférence, ce qui signifie un échange significatif d'informations, d'idées -- et de cartes de visites – qui faciliteront les perspectives commerciales profitables et la prospérité pour les citoyens africains.

Merci de votre aimable attention.